

# ENTRETIEN



« L'écologie doit être une minorité active pour rester influente »



AVEC FLORAN AUGAGNEUR

Floran Augagneur, philosophe et ancien conseiller scientifique de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, est aujourd'hui vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP). Son dernier livre, coécrit avec un collectif d'auteurs, *Inventer la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle. L'assemblée citoyenne du futur*, est paru en 2017 aux Éditions Les liens qui libèrent. Il prépare actuellement un livre sur le psychologue social Serge Moscovici, pionnier de l'écologie politique.

Entretien réalisé par Régis Guyon et Thierry Paquot en septembre 2019.

**RÉGIS GUYON** Vous êtes philosophe, aujourd'hui vice-président de la Commission nationale du débat public. Avant d'arriver à cette question du débat, de la mobilisation citoyenne, je voudrais vous interroger sur les liens entre la science, la recherche et la décision, l'action politique. Pour vous, quels sont les enjeux, dans l'urgence qui est la nôtre ?

**FLORAN AUGAGNEUR** Nous sommes dans une situation paradoxale dans laquelle les sciences nous révèlent que nos actions détruisent le vivant et menacent notre avenir et pourtant nous peinons à prendre des décisions, individuelles et collectives, pour inverser la tendance. Cette question entre le savoir et l'action est un peu la question métaphysique du siècle. Nous savons mais nous n'agissons pas, ou plutôt

pas suffisamment. De nombreuses raisons sont avancées pour justifier cette « inaction » : la nécessité de croître de notre système économique, la compétition sociale, le jeu des médias, etc., elles sont toutes sans doute un peu vrai, mais d'abord toutes ces justifications ne sont que des freins, on se concentre très peu sur le moteur, or les sociétés ne se transforment pas sans un moteur puissant. Cette question du moteur relèverait plutôt du travail de l'écologie politique, expression qu'il faut définir, je dirai que c'est ceux qui travaillent à l'émergence et à la proposition d'un nouveau rapport à la nature ou d'une nouvelle nature.

## Cette question entre le savoir et l'action est un peu la question métaphysique du siècle.

Ensuite, la question des freins. Toutes les démocraties sont confrontées à la même question du traitement démocratique des enjeux de long terme et des enjeux à caractère scientifique. Il me semble que parmi les freins, on oublie trop souvent celui que constituent les institutions actuelles de la démocratie représentative. Pourquoi sont-elles un frein à la « transition » ? Parce que les enjeux environnementaux sont des enjeux de long terme et que les démocraties représentatives sont structurellement myopes. La critique n'est pas nouvelle, elle était déjà formulée par Tocqueville et Condorcet au XIX<sup>e</sup> : la fréquence des échéances électorales et la nécessité d'obtenir des résultats rapidement visibles pour concourir à une réélection créent une situation défavorable à la prise en compte des intérêts de long terme. À cela s'ajoute évidemment la pression du jeu médiatique ou celui de la finance : tout concourt à maintenir nos démocraties sous la pression du présent. Or aujourd'hui cette cécité menace la continuité de notre existence. Cela ne signifie pas qu'il faille se débarrasser de la démocratie représentative, évidemment que non, cela signifie que la démocratie ne se résume pas à l'élection, c'est bien plus que ça, c'est aussi une forme sociale, une expérience, un idéal, etc., elle est toujours à réinventer et une des définitions que je préfère est que « la démocratie est la limite de la souveraineté ». Personne en démocratie ne détient la souveraineté, pas même la majorité, il y a toujours des contre-pouvoirs, des droits, pour protéger les individus, les minorités, etc. C'est au passage ce que fait la Commission nationale du débat public : sa mission est de défendre des droits individuels souvent attaqués ou bafoués : le droit à l'information et à la participation.

Au-delà de la myopie, il y a une autre raison pour laquelle nos institutions démocratiques peinent à prendre des mesures à la hauteur des enjeux environnementaux : c'est le caractère scientifique de ces derniers. Les sciences agissent désormais comme des « prothèses sensorielles », selon l'expression de Dominique Bourg, elles nous révèlent ce qui est inaccessible à nos sens. Or, les lieux de production de savoirs scientifiques – universités, laboratoires et autres – sont distincts des lieux de décision politiques. Il y a donc un problème de tuyauterie et une nouvelle équation à résoudre : comment faire entrer les sciences en démocratie ? C'est d'ailleurs le sous-titre du livre de Bruno Latour, *Politiques de la nature*. Trente ou quarante ans de crise écologique nous enseignent qu'il ne suffit pas de savoir pour agir. Sinon la crise environnementale aurait été résolue dans les années 80 avec la création du GIEC<sup>1</sup>. Les instances consultatives de type GIEC ou Haut Conseil pour le climat sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes pour prendre des décisions à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi lorsque Nicolas Hulot est entré en 2017 au gouvernement, il avait négocié et obtenu la création de ce qu'il appelait une Chambre du futur, qui avait été pensée par un groupe d'expert autour de Dominique Bourg. Cette institution, composée de citoyens tirés au sort, éclairée par des experts de l'environnement, et grâce à une dialectique institutionnelle bien pensée, aurait la capacité de contraindre les assemblées élues de mieux prendre en compte les intérêts du long terme et de la nature. Cette idée a malheureusement pour l'instant disparue des radars...

**Personne en démocratie  
ne détient  
la souveraineté,  
pas même la majorité.**

1 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

**RG** La place de l'expertise scientifique dans cette gouvernance est en effet contestée, en France, mais pas seulement...

**FA** Ce qui n'est pas nouveau c'est l'équation entre la science et la démocratie. Et effectivement au XX<sup>e</sup> siècle la France et l'Allemagne ont eu deux manières très différentes de la traiter. En France, dès les années 70 pour les premiers penseurs de l'écologie politique, la question se posait de la manière suivante : comment éviter que les experts prennent le pouvoir ? C'est ce qu'André Gorz appelait l'« expertocratie<sup>2</sup> », mais c'est aussi ce qu'il appelait l'écofascisme, le risque que, face à l'urgence et au caractère technique des sujets environnementaux, la démocratie finisse par céder. Une importante littérature française s'est développée sur ce point. Bernard Charbonneau<sup>3</sup> et Serge Moscovici<sup>4</sup> étaient très critiques vis-à-vis de la science, ils craignaient une bureaucratisation de l'environnement, ils ont été assez visionnaires quand on voit la façon dont on traite cette question, en France et dans les instances internationales. Celui qui a poussé le plus loin la réflexion sur cette évolution de nos sociétés était Jacques Ellul<sup>5</sup>, l'ensemble de son œuvre est consacré à nous alerter sur ce point. En Allemagne, au même moment, la réflexion était presque l'exact inverse. Les penseurs de l'écologie politique allemande, Hans Jonas, Gunther Anders, Hannah Arendt, Walter Benjamin, etc. ont tous en commun, outre d'avoir été des élèves de Heidegger, d'être des juifs ayant fui les atrocités nazies. Ils avaient un autre rapport à la catastrophe, puisqu'ils l'ont vécu, et éviter son retour était presque une obsession. La question qu'ils se sont posés n'était donc pas du tout la même que les Français : « Comment éviter que les experts prennent le pouvoir ? », mais « comment éviter la catastrophe environnementale ? Comment traiter le risque ? ». *Le Principe responsabilité*<sup>6</sup> de Hans Jonas, un livre très important, n'hésite pas à recommander une « tyrannie des experts » pour éviter la catastrophe environnementale. On est vraiment sur deux philosophies différentes.

**Il ne suffit pas de savoir pour agir.**

**RG** Revenons un instant sur l'écologie politique : pouvez-vous nous en rappeler les origines, et les valeurs ?

**FA** Il me semble qu'il existe, en occident, au moins 3 écologies politiques différentes, l'Anglo-Saxonne, la Germanique et la Française. La Germanique est donc très axée sur la gestion du risque, c'est d'ailleurs eux qui ont inventé le principe de précaution, pas nous. Les Anglo-Saxons ont une vision très éthicienne de l'environnement, pour eux c'est un problème moral, là aussi c'est lié à l'histoire : les séquoias aux États-Unis sont un peu comme nos cathédrales. L'histoire de l'écologie politique française est assez méconnue bien que ce soit vraiment dans notre pays qu'elle ait été inventée. D'abord l'expression vient de Bertrand de Jouvenel<sup>7</sup>, qui souhaitait en faire le pendant de l'économie politique. Ensuite, selon moi, celui qui en est vraiment l'initiateur c'est Serge Moscovici. Il a pensé la nature de l'écologie dans les deux sens du mot. Il a certes pensé une vision de la nature assez révolutionnaire et subversif, mais surtout il a pensé quel type d'entité cognitive l'écologie pouvait être. L'écologie n'est pas une idéologie, ni une utopie, ni un système etc. L'écologie a été pensée comme une représentation sociale, ce qui est pour les psychologues sociaux une entité cognitive très précise, avec ses structures, ses fonctions et ses dynamiques. C'est assez proche de ce que Kuhn<sup>8</sup> appelait les paradigmes dans les révolutions scientifiques, mais plus précis, et à propos du sens commun. Cette histoire-là est un peu oubliée, ce qui mène à des confusions sur la « nature » de l'écologie. Moscovici a révolutionné la psychologie sociale qui, dans son approche fonctionnaliste classique, tout comme dans les sciences politiques, considérait le *pouvoir* comme un préalable nécessaire pour changer les choses.

2 Voir à ce sujet *Éloge du suffisant* paru au PUF en 2019.

3 Considéré comme un penseur pionnier de l'écologie politique.

4 Psychologue social, anthropologue, historien des sciences, théoricien de l'écologie politique.

5 Historien du droit, sociologue et philosophe, penseur pionnier de l'écologie politique.

6 Réédité aux éditions Flammarion en 2013.

7 Écrivain, journaliste, juriste, politologue et économiste, il fut un des pionniers de l'écologie politique.

8 Historien des sciences américaines.

## L'écologie a été pensée comme une représentation sociale.

D'ailleurs on le croit toujours. La révolution est même devenue un slogan électoral, c'était le titre du livre de campagne du président de la République actuel. Pourtant il conviendrait de séparer deux concepts qui sont trop souvent utilisés comme des synonymes : le pouvoir et l'influence. Pour changer les choses, ce n'est pas du pouvoir qu'il faut, c'est de l'influence. Et l'un peut aller sans l'autre. Justement, l'influence qui mène à l'innovation ne peut venir précisément que des non-conformistes, donc des « déviants », des minorités, de ceux qui ne sont pas de l'élite et qui n'ont pas le pouvoir. C'est cela que Moscovici appelait les « minorités actives ». Et pour qu'une minorité soit active, c'est-à-dire influente, elle doit remplir trois conditions : elle doit avoir une position nomique, structurée et transgressive ; elle doit entrer en conflit visible avec la majorité ; et elle ne doit pas accepter de compromis. La minorité végane en est aujourd'hui un parfait exemple, elle est en train d'influencer, et donc de transformer, l'ensemble de la société en créant, grâce à ses actions et sa stratégie, une nouvelle représentation de l'animal. Vous noterez aussi que c'est exactement ce que fait Greta Thunberg, elle a un message simple, constant et cohérent qui dérange car il met la société face à ses contradictions. Pour influencer la société, les écologistes doivent la pousser à se questionner et se repositionner pour créer une nouvelle représentation de nos rapports à la nature. Paradoxalement, l'écologie doit donc rester une minorité radicale pour être influente et transformer l'ensemble. Sinon c'est du gloubi-boulga conformiste qui en sortira.

**RG** Si la question de l'environnement a sa place dans l'école, notamment à travers les enseignements scientifiques, quelle place donner à l'écologie ?

**FA** Vous avez raison de séparer les deux termes : la question de l'écologie est-elle une affaire scientifique ? Celle de l'environnement, oui certainement, les enjeux environnementaux (biodiversité, climat, etc.) reposent sur un diagnostic scientifique. Quant à l'écologie non, c'est une affaire de représentations. Pourquoi le mot « nature », qu'on emploie depuis des millénaires et qui est compris par tous, a été remplacé par écologie, puis environnement, puis biodiversité, puis écosystème ? Il y a un poids du naturalisme et de la nature qui est presque tabou. C'est dommage d'avoir changé de noms, les écologistes ont cherché une caution scientifique, mais je crois que ce faisant ils ont perdu en influence. D'ailleurs il y a une corrélation qui mériterait d'être étudiée : depuis le milieu des années 80 et la création du GIEC, les écologistes, alors que c'est à cette époque que les scientifiques leur ont « donné raison », ont cessé de progresser et ont plafonné presque partout dans le monde...

**THIERRY PAQUOT** Comment introduire ces notions dans l'enseignement ?

**FA** Je dois tout de suite vous dire que l'expression « prise de conscience » pour parler des enjeux environnementaux m'exaspère. Avoir recours à un vocabulaire issu de la psychanalyse pour parler d'écologie biaise complètement l'interprétation des choses. Prendre conscience de quelque chose suppose qu'il y avait une représentation refoulée. On en est loin, il n'y a pas de représentation refoulée, il y a une représentation à construire, c'est tout le problème, notre rapport à la nature n'existe nulle part, il est à inventer. L'initiative de Cécile Renouard<sup>9</sup> avec le campus de la transition<sup>10</sup>, où les enseignements ont pour vocation d'expérimenter la transition, est une parfaite illustration de ce que l'écologie doit faire. Nous sommes encore dans la phase de l'innovation. Il faut donc observer avec attention ces initiatives et expérimentations.

## Notre rapport à la nature est à inventer.

9 Professeure de philosophie au Centre Sèvres-Facultés jésuites de Paris, directrice du programme de recherches CODEV – entreprises et développement à l'ESSEC où elle enseigne ainsi qu'à l'École des Mines et à Sciences Po. Elle est auteure de plusieurs ouvrages dont *20 Propositions pour réformer le capitalisme* [co-dirigé avec Gaël Giraud, Champs-Flammarion, 2012], *Éthique et entreprise* [L'Atelier, 2015].

10 Voir le site [campus-transition.org](http://campus-transition.org)